

ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES COMPTABLES

Une question en suspens

L'adhésion de l'Algérie à la Fédération internationale des comptables (IFAC) reste encore en suspens, dépendante de la présentation d'un rapport par un pays sponsor membre de cette organisation. Comme l'indépendance de la profession comptable algérienne par rapport aux pouvoirs publics reste également en suspens.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Nous ne pouvons comprendre qu'un grand pays comme l'Algérie ne soit pas encore membre de l'International Federation of Accountants (IFAC, Fédération internationale des comptables et auditeurs)».

C'est le sentiment de Jelil Bouraoui, membre du board de l'IFAC qui développe des standards internationaux en matière d'audit, de pratique déontologique et de préservation de l'intérêt public.

L'IFAC compte 157 membres représentatifs des professions comptables dans plus de 122 pays, soit 2,5 millions d'experts-comptables et comptables. Jelil Bouraoui intervenait hier à l'Ecole supérieure algérienne des affaires (ESAA), lors de l'ouverture du 5^e congrès scientifique de l'Ordre national des experts-comptables, commissaires aux comptes et comptables agréés (ONEX-CC-CA).

Certes, l'ordre national a, selon son président Mohamed Liamine Hamdi, formulé une demande d'adhésion à l'IFAC. Néanmoins, cette adhésion doit être soutenue par un rapport d'un pays sponsor membre de cette fédération internationale.

Or, l'Egypte, qui a remplacé la France en tant que pays sponsor, n'a pas encore

présenté de rapport, selon Jelil Bouraoui, qui espère toutefois la conclusion de ce processus d'adhésion. Et d'autant que la profession comptable nationale a sollicité l'accompagnement français.

Quid de l'indépendance de la profession ?

Cela étant, l'indépendance de la profession comptable algérienne (quelque 600 000 professionnels) par rapport aux pouvoirs publics reste encore en suspens.

Une indépendance, conditionnelle à l'adhésion à l'IFAC, et qui risque d'être remise en cause par l'avant-projet de loi sur la profession comptable. Elaboré par la tutelle, le ministère des Finances, ce texte prévoit fondamentalement le rattachement des professionnels à l'administration. Ce que l'ONEX-CC-CA désapprouve.

A ce propos, Mohamed Hamdi a estimé que «si le nouveau système comptable financier (NSCF) a conforté nos relations avec l'administration, l'avant-projet de loi sur la profession comptable les a cependant quelque peu distendues».

Voire, la profession comptable locale reste marginalisée par rapport à l'expertise étrangère, comme il ressort des propos

de l'expert comptable, Ali Maâzouz. Selon cet expert qui exerce en France, la profession comptable est «incontournable» dans une économie en phase d'insertion dans l'économie mondiale. Or, «chaque fois que l'Etat algérien a des soucis (en contexte de crise), il fait appel toujours aux compétences extraterritoriales».

Des prérequis pour le NSCF

A propos du NSCF qui doit entrer en vigueur dès janvier, et applicable aux entreprises et constitue un référentiel mondial pour la profession, le président de l'ordre national a évoqué les actions de vulgarisation et mise à niveau initiées en ce sens. Parmi ces actions, la formation de 360 formateurs au NSCF dont 60 du monde bancaire et assurantiel algérien, avec une assistance française.

De même qu'il est question de la mise en place, à terme, d'un institut de formation d'experts-comptables en Algérie. Et d'autant que le NSCF, reflétant la réalité économique, nécessite, dira Mohamed Hamdi, «une refonte complète des méthodes et des pratiques de gestion, un changement de l'état d'esprit et une organisation adaptée».

Justement, la thématique de ce cinquième congrès scientifique a porté sur l'étude comparative des professions comptables à travers le monde et les perspectives de réforme de la profession comptable algérienne.

L'IFAC et la crise financière

Des professions appelées, ce faisant, à réagir et agir face à la poursuite et l'aggravation de la crise financière internationale qui met en péril les petites et moyennes entreprises et les petits cabinets d'audit.

A ce sujet, le représentant de l'IFAC, Jelil Bouraoui, a évoqué la contribution de son organisation, en termes notamment d'une autoévaluation, l'émission régulière d'alertes et appels à la vigilance et le dialogue poursuivi avec les entreprises, les régulateurs nationaux et les organisations internationales. Ainsi que la finalisation du processus de convergence des nouvelles normes d'audit mondiales et la participation de cette organisation à l'amélioration de la gouvernance d'entreprise.

C. B.

AMAR GHOU, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS : «Des contrats de performance pour les entreprises du secteur»

Le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, a annoncé hier l'instauration de contrats de performance avec les entreprises du secteur, dans le cadre de la mise en œuvre du futur programme quinquennal.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Le ministre des Travaux publics, qui a présidé une réunion avec les entreprises du secteur des travaux publics ouverte à Alger, a réitéré à ce propos «la disponibilité de son département à accompagner et encourager les entreprises nationales, à condition que celles-ci rendent des comptes sur leurs performances en rapport avec les objectifs fixés». «Nous ne tolérerons aucun manquement dans le respect des délais et la qualité des ouvrages», a averti le ministre. Enonçant un certain nombre d'instructions en direction des entreprises, Amar Ghoul a souligné l'importance de développer les partenariats public-public, public-privé et privé-privé, mais aussi le partenariat avec les entreprises étrangères afin d'acquérir «une maîtrise et un savoir-faire» dans l'organisation et la gestion des projets. Ainsi que la promotion de l'encadrement et la formation des ressources humaines au sein des entreprises nationales. S'agissant du volet équipement, le ministre a appelé les entreprises à orienter leurs investissements vers l'acquisition de matériel moderne et performant. Et justement, la performance des entreprises passe, selon Amar Ghoul, par une meilleure répartition géographique de l'outil national de production. La réunion d'hier, la première du genre, a regroupé, outre les SGP partenaires et des membres du patronat représentant 700 entreprises privées, les représentants des 41 entreprises publiques de travaux publics.

Celles-ci, totalisant 30 000 travailleurs et 60 milliards de dinars de chiffre d'affaires, viennent de passer sous la tutelle du ministère des Travaux publics.

L. M.

COMMERCE INFORMEL ET ANARCHIQUE DANS LA CAPITALE

L'État incapable de faire respecter la loi

Devant l'ampleur que prend quasi quotidiennement le marché anarchique et informel, l'Etat demeure impuissant, et même laxiste par moments. C'est l'aveu du directeur de wilaya du commerce d'Alger, Youcef Lamari, fait lors de son passage hier au forum Radio El-Bahdja.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Il existe dans la wilaya d'Alger 7 000 commerces environ spécialisés dans la restauration rapide. La plupart d'entre eux n'ont pas d'autorisation pour l'exercice de cette activité et sont donc sous le coup de la fermeture, a indiqué M. Youcef Lamari.

Mais qu'a fait l'Etat pour mettre fin à cette anarchie ? On ferme les yeux sous prétexte qu'il n'y a pas suffisamment de moyens matériels et humains pour opérer des contrôles rigoureux à travers tout le territoire de la wilaya d'Alger, se justifie l'invité de Radio El-Bahdja. Ce dernier avoue que «sur les 476 fermetures enregistrées durant l'année 2008, plus de 50% ont concerné des fast-foods», qui ne répondent pas pour la majorité au minimum exigé en matière d'hygiène et de sécurité.

L'incapacité de l'Etat à faire respecter la loi est perceptible aussi au niveau des trottoirs squattés par les vendeurs à la sauvette et même par des commerçants licites. L'invité de la radio, visiblement gêné par



Des produits périssables exposés aux aléas climatiques.

de telles comportements, jette la responsabilité aux autorités locales, qui, selon lui, n'ont rien fait pour aménager des espaces en guise de marchés couverts ou de proximité.

«Dans le cadre des nouvelles cités réalisées, les autorités locales n'ont pas prévu des espaces pour implanter des marchés couverts ou de proximité», a-t-il déclaré. Il oublie toutefois que la planification dans une ville comme Alger, n'est pas seulement du ressort des APC.

A noter que 16 communes de la wilaya d'Alger ne disposent toujours pas de marchés couverts, a-t-il précisé. Ce qui explique la prolifération des marchés informels dont le nombre a atteint plus de 97. Ces marchés emploient plus de 4 500 personnes. Le directeur de wilaya du commerce affirme que plus de 2 260 d'entre eux ont été légalisés. Les pouvoirs publics ont procédé à la démolition de 15 marchés couverts informels mais

semblent incapables de stopper de nouveaux marchés anarchiques qui poussent comme des champignons dans la capitale.

La réalisation de nouvelles infrastructures commerciales collectives, le lancement d'autres n'ont pas pu aussi endiguer ce phénomène qui a enlaidi le paysage de la capitale et toutes les villes d'Algérie. «Certains commerçants informels ne veulent pas intégrer ces nouveaux locaux parce qu'ils ne veulent pas payer d'impôt», a-t-il expliqué.

Ce n'est donc pas la réception récente de 5 nouveaux marchés couverts, l'achèvement de 4 en cours de travaux et de 10 autres en projet qui vont régler le problème du commerce informel à Alger.

Des décisions fermes des pouvoirs publics à l'encontre des vendeurs hors-la-loi sont le seul moyen d'encadrer des activités commerciales à l'origine d'une grande anarchie et qui présentent parfois un

sérieux danger pour la santé publique. C'est le cas des produits alimentaires, des parfums et autres produits cosmétiques qui sont quotidiennement exposés au soleil et à l'air libre. Mais là aussi, le directeur essaye encore de fuir ses responsabilités en déclarant que d'autres services au sein de l'Etat doivent aussi intervenir. Il estime que le citoyen doit aussi participer à lutter contre le commerce informel, regrettant qu'il n'y ait pas d'association à Alger pour la défense du consommateur.

Par ailleurs, selon l'invité du forum de la radio, le nombre d'inscrits au registre du commerce à Alger dépasse les 160 000, dont 10 624 exercent dans l'importation et l'exportation. 27 000 relèvent du secteur de l'industrie, 9 737 de la distribution de gros, 57 060 de la distribution en détail et 56 000 travaillent dans le secteur des services. A comparer avec 2007, le nombre d'inscrits au registre du commerce a augmenté de 8 100 commerçants en 2008. Dans tout Alger, il existe 160 marchés couverts, répartis sur 41 communes, 3 grands abattoirs et 29 tueries avicoles. Durant l'année en cours, il sera procédé à la restauration de plusieurs anciens marchés couverts. Un laboratoire de contrôle devrait être construit pour lutter contre les produits imités ou contrefaits, a conclu M. Youcef Lamari, toutefois peu convaincant.

L. M.